



Pour la défense de l'éducation spécialisée et adaptée : stop à la dégradation des conditions de travail des PsyEN EDA !

Tous en grève et en manifestation à Paris jeudi 25 janvier !

Lors de son allocution du 31 décembre, le président Macron s'est félicité de la loi de programmation militaire qui prévoit 413 milliards pour l'armement en la qualifiant de « loi historique pour nous protéger ». Ces dépenses militaires pharamineuses s'accompagnent d'une austérité budgétaire et d'une destruction des services publics : depuis 2017, ce sont 26 000 lits supprimés à l'hôpital et près de 10 000 postes d'enseignants à l'école ! Liquidation de l'hôpital d'abord, de l'école et du médico-social ensuite !

PsyEN EDA : des conditions de travail déjà difficiles...

Cette politique menée par le président Macron a des répercussions sur tous les personnels de l'Education nationale, notamment les PsyEN EDA qui subissent le manque de moyens. Cela se traduit par des secteurs de plus en plus importants, jusqu'à 4 000 élèves parfois, une augmentation exponentielle de dossiers MDPH, une gestion d'urgence d'élèves en lien avec l'inclusion scolaire systématique, la saturation des centres de soins liée au démantèlement des structures médico-sociales ... Et que dire des 50 places au concours non pourvues ces 2 dernières années ?

Aussi, dans plusieurs départements, pour pallier les postes vacants ou les absences des PsyEN qui ne sont jamais remplacés, les IEN mettent la pression, voire ordonnent, aux PsyEN en activité, déjà surchargés, d'intervenir sur des dossiers « urgents » des circonscriptions et secteurs voisins.

Alors que l'ex-ministre Attal été contraint d'avouer au dernier CSA ministériel qu'il manquait 23 000 places dans les établissements sociaux et médico-sociaux, les PsyEN EDA sont surchargés de dossiers et de situations de plus en plus préoccupantes.

Comme à l'hôpital où certaines prises en charge ont été déprogrammées au profit de celles liées au Covid pour continuer à fermer des lits, l'administration enjoint les PsyEN de laisser de côté les enfants et les familles avec lesquelles ils travaillent au profit de situations « urgentes » !

... qui deviendraient insupportables avec l'Acte 2 de l'Ecole inclusive

L'Acte 2 de l'Ecole inclusive de Macron, dans une volonté de faire des économies sur le dos des élèves les plus fragiles, ferait peser sur les épaules des PsyEN une responsabilité importante dans le suivi et le diagnostic des élèves à besoins particuliers, notamment dans l'orientation vers des structures spécialisées.

Rappelons que cet Acte 2 de l'Ecole inclusive vise à liquider les établissements sociaux et médico-sociaux ainsi qu'à réduire les demandes de reconnaissances MDPH en limitant les prises en charge à de l'accompagnement et en réduisant le recrutement d'AESH.

Cette charge supplémentaire ainsi que la dégradation des conditions de travail deviennent de plus en plus insupportables pour les PsyEN EDA !

Menaces sur le corps des PsyEN

Alors que la situation devient intenable, un rapport de l'IGAS et de l'IGESR sur la politique de santé scolaire, paru durant l'été 2023, va dans le sens d'un transfert des PsyEN EDA vers les départements, notamment dans des services de santé pour prendre en compte « les diagnostics des besoins éducatifs particuliers, des enfants atteints

atteints de maladies chroniques, porteurs de handicaps ou confrontés à des troubles des apprentissages ». Cela fait plusieurs années que le gouvernement assimile les PsyEN EDA à des personnels de santé et cherche à transférer ces personnels aux collectivités territoriales par souci d'économie.

Le SNUDI-FO refuse cette logique et revendique que les préconisations de ce rapport ne soit pas mises en place.

Tous en grève et en manifestation à Paris jeudi 25 janvier !

Plus que jamais, pour défendre des moyens et des conditions de travail des personnels PsyEN EDA, pour l'abandon de l'Acte 2 de l'École inclusive et arrêter les ravages de l'inclusion systématique et forcée, pour faire respecter les droits de tous les élèves et notamment ceux en situation de handicap, le SNUDI-FO et sa fédération, la FNEC FP-FO, appellent les personnels à être en grève jeudi 25 janvier et présents à la manifestation nationale sous les fenêtres du ministre pour revendiquer :

- Le maintien des PsyEN comme fonctionnaire d'Etat au sein du ministère de l'Éducation Nationale !
- La création de postes de PsyEN EDA à hauteur des besoins (création d'une brigade de PsyEN EDA remplaçant dans chaque département, possibilité pour les enseignants du 1er degré de devenir PsyEN EDA après une formation et le passage d'un diplôme d'Etat, recrutement des PsyEN EDA à Bac+3, titularisation de tous les psychologues contractuels qui le souhaitent. ...)
- Le déploiement de RASED complets (PsyEN, E, G) pour 800 élèves et strict respect des missions et des sectorisations !
- Le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux !
- La défense de l'enseignement spécialisé et adapté !
- Un statut et un vrai salaire pour les AESH !
- Le retrait de l'Acte 2 de l'École inclusive et de l'article 233 du projet de loi de finances créant les PAS !

Montreuil, le 12 janvier 2024